



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes75@orange.fr](mailto:communistes75@orange.fr)

12/12/2020

## **RAPPORT AU COMITE NATIONAL DU 12 DECEMBRE 2020**

Chers, chères camarades,

Notre Comité National se déroule une nouvelle fois par visioconférence, cela fait bientôt un an que nous n'avons pu tenir nos réunions normalement.

L'éloignement physique est une difficulté, mais cela ne doit pas nous empêcher de mener le débat politique nécessaire et de prendre des initiatives correspondant aux décisions de notre congrès.

Notre développement, le renforcement de notre parti étaient au centre des questions débattues à notre dernier congrès et en cette fin d'année 2020, il est utile et nécessaire de faire le point sur notre activité au regard de la situation politique, sociale et économique inédite que nous vivons depuis près d'un an.

Tout d'abord, rappelons-nous des puissantes manifestations dans toute la France en décembre 2019.

Notre Bureau National du 11 décembre 2019 notait que les « *5 et 10 décembre (2019) portent des revendications multiples comme l'amélioration du système solidaire de la retraite, les salaires et les pensions, l'emploi, des moyens supplémentaires pour les services publics, la santé, l'éducation, les hôpitaux etc.* ».

250 000 personnes à Paris, 1 500 000 dans 250 manifestations en France, de très nombreux arrêts travail dans de grandes entreprises.

Rappelons-nous également le mouvement constant chez les personnels hospitaliers pour obtenir des moyens supplémentaires pour exercer leur profession car cela fait des années que l'hôpital public est démantelé.

Nous étions à l'époque dans une dynamique de lutte, le débat sur la convergence des luttes commençait à naître et à prendre corps.

Nous connaissons les obstacles à la convergence des luttes : des partis politiques évitant soigneusement le sujet, un syndicalisme français privilégiant le dialogue avec le capital et le pouvoir, négociant le recul constant des acquis sociaux, acceptant le moindre mal.

Une propagande constante consistant à faire croire qu'il n'y a pas d'autres solutions que celles proposées par le pouvoir.

La cohérence de la politique du capital nécessite une analyse claire et démonstrative, s'opposer à cette politique passe nécessairement par la convergence des luttes, la démonstration que le patronat, les multinationales, le capital est l'unique responsable, le maître d'œuvre de la politique actuelle.

Aucun parti ne le démontre pour ne pas le combattre parce qu'ils sont tous d'accord avec son existence, son aménagement, aucun ne le combat parce qu'ils participent tous à son développement.

Engager la lutte contre le capital est au centre de notre activité, nous existons pour cela, nous voulons développer et renforcer notre parti pour cette seule raison.

Il faut répéter sans cesse que le capital n'a pas pour vocation de satisfaire les besoins sociaux, son seul but est le profit.

Cette recherche permanente d'accumulation, de développement du profit le plus rapidement possible, c'est le gène existentiel du capital.

Le dire, c'est bien, le démontrer c'est mieux, lui opposer la lutte pour le supprimer, c'est essentiel. Mais il faut que la politique que nous proposons soit partagée par les masses.

### **Quelle politique voulons-nous développer ?**

Tout d'abord, il faut démontrer la cohérence de la politique actuelle, ce que personne ne fait, ses conséquences sur la société, les buts poursuivis et les résultats.

Par exemple, nous sommes dans une période d'épidémie qui a plusieurs conséquences profondes sur la société française :

• en premier lieu, la période est utilisée pour évacuer les responsabilités des pouvoirs successifs en matière de santé. Nous l'avons dit, le système de santé en France fait l'objet d'attaques constantes depuis sa création. Considérée comme une dépense trop lourde depuis des dizaines d'années par tous les gouvernements qui se sont succédés, l'ensemble du système de santé autrement dit la Sécurité Sociale et toutes ses protections ont fait l'objet de restructurations profondes que ce soit l'hôpital public, la médecine, la recherche, la pharmacie, la retraite, la maladie, l'accès payant à la santé (il est question de faire payer 20 % des frais médicaux pratiqués aux urgences par les malades).

Tout cela pour favoriser la santé privée dont le but est de réaliser des profits au détriment d'une santé publique accessible à tous.

Autrement dit, c'est l'organisation d'une santé pour ceux qui peuvent se la payer, et d'une santé bas de gamme pour ceux qui ne le peuvent pas.

C'est d'ailleurs chez les plus pauvres que les problèmes de santé sont les plus importants.

Toutes les décisions politiques prises au travers des dizaines de « *plans santé* » depuis l'existence de la Sécurité Sociale ont été dans le même sens : permettre le profit capitaliste. Il n'y a que les luttes massives et puissantes qui ont freiné cette politique, mais les objectifs restent les mêmes, le capital ne renonce pas tant qu'il existe.

Nous voulons construire et développer un monopole de la santé unique, dirigé et géré par les travailleurs et leurs représentants, au service du peuple pour répondre aux immenses besoins de santé publique.

La pandémie actuelle est utilisée pour faire oublier, détourner l'attention sur la responsabilité du capital. C'est vrai pour le système de santé, ça l'est également pour ce qui concerne l'économie.

Les restructurations industrielles en cours et à venir sont décidées depuis des années en fonction des rapports de force concurrentiels, l'automobile, la chimie, les transports, l'énergie, la grande distribution sont des secteurs qui n'ont pas attendu l'épidémie pour fermer des sites, délocaliser les productions,... la pandémie est le prétexte invoqué pour accélérer les concentrations du capital, renforcer l'exploitation du travail et réaliser des profits considérables.

Il s'agit bien d'une même et seule politique concertée entre multinationales et pouvoirs successifs pour permettre au capital de se développer.

L'autre utilisation de l'épidémie concerne les droits et libertés qui vont de concert avec l'exploitation forcée du travail et la remise en cause des acquis sociaux. Capitalisme et libertés sont antagoniques, il n'existe qu'une liberté en système capitaliste, c'est celle d'exploiter.

Toutes les autres libertés n'ont été conquises que par les luttes, elles fluctuent au gré des rapports de force. C'est le cas aujourd'hui.

Le terrorisme a été le premier thème sur lequel se sont appuyés les gouvernements en place pour décréter l'état d'urgence, limiter les rassemblements.

Bien sûr, pas question de discuter des origines du terrorisme qui serait apparu comme un cheveu sur la soupe, alimenté par les conflits interreligieux. Pas question de parler des agressions, des guerres multiples orchestrées, organisées par l'impérialisme occidental, accélérées depuis notamment la disparition de l'URSS.

Les vagues successives de réfugiés (80 millions, 2 fois plus qu'il y a 10 ans) fuyants leurs pays agressés sont traités comme un phénomène à gérer, mais jamais cette gestion de plus en plus violente n'est condamnée comme étant la conséquence de l'impérialisme et de sa concurrence interne. Au contraire, les pays impérialistes continuent à augmenter leurs budgets de défense, la vente d'armes explose, ce n'est pas pour préparer la paix mais pour imposer leur politique aux peuples qui la rejette.

Le terrorisme serait donc étranger à la politique internationale pratiquée par les états impérialistes. Nier cette responsabilité est essentiel pour le capital, les luttes pourraient devenir dangereuses pour son existence.

Le terrorisme, puis la pandémie, sujet idéal pour poursuivre la restriction des libertés.

Cela n'a pas traîné : « *état d'urgence sanitaire* », « *couvre-feu* », « *assignation à résidence* », « *autorisation de sortie* », réunion, rassemblements limités, réunion familiale déconseillée et dernière atteinte en date, c'est le fichage policier de tous ceux qui « *agissent contre la république* ». Le journal « *les Échos* » du 8 décembre dernier avance même idée qu'il faut : « *remettre les policiers au centre de la société* » !!

Semaine après semaine et de manière insidieuse tous les ingrédients sont réunis pour réprimer, empêcher toute contestation de la politique actuelle. L'autoritarisme s'installe, c'est le nouveau mode de gestion de la société.

Mais évoquer la question des libertés en l'isolant de la conception de la société, c'est tromper le peuple, l'emmener dans une impasse.

Dans les puissantes manifestations du 28 novembre et du 5 décembre dernier, on a pu voir défiler sans honte le Parti Socialiste et ses complices, responsables entre autres méfaits de la casse du code du travail, des droits syndicaux permettant au patronat la possibilité d'exploiter plus durement le travail pour augmenter les profits. Ils se présentent aujourd'hui comme étant les défenseurs des libertés !

Il nous revient d'expliquer que les mesures prises qui font la politique d'aujourd'hui concernent toute la société, elles sont étroitement liées les unes aux autres et doivent faire l'objet d'une analyse globale, en déterminer les origines, les causes, les conséquences, et surtout ce qu'il faut mettre en œuvre pour en sortir.

Tous les outils de propagande sont aux mains du capital nous le savons, c'est une difficulté supplémentaire, mais en même temps, que les médias soient aux mains des multinationales ou de l'État capitaliste doit nous conduire à multiplier les initiatives de rencontres, de débats avec les travailleurs aux portes des usines, dans les établissements, les quartiers. Notre principal outil de propagande, c'est notre activité, notre capacité à débattre des questions sur la société que nous voulons construire.

Nous avons vu qu'à partir d'un sujet comme le système de santé nous pouvons engager ce type de réflexion. Financer le système unique et global de santé par les richesses créées comme nous le proposons est révolutionnaire, cela passe par la nationalisation de l'économie entièrement tournée vers la satisfaction des besoins humains. Mais croire que cela pourrait se faire sans engager la lutte quotidienne contre le capital jusqu'à le supprimer, c'est du rêve !

Croire que cela pourrait se faire par le processus électoral capitaliste relève du mirage !

### **Il ne peut y avoir de démocratie dans une société dominée par le pouvoir des multinationales.**

La démocratie doit s'exercer depuis le lieu de travail maîtrisé par les travailleurs eux-mêmes dans un seul but : répondre aux besoins du peuple.

Bien sûr, lorsque nous analysons les rapports de force, nous en sommes loin, mais en même temps, cela nous rend plus lucides et responsables de ce qu'il faut faire pour convaincre que c'est la seule voie possible pour que la société change vraiment.

Déjouer les pièges, et ils sont nombreux, les opportunistes, les impasses, c'est notre rôle pour en rester à l'essentiel, se débarrasser du capital.

Nous voyons bien comment les partis politiques se comportent.

A chaque événement, ils critiquent, pleurent quand les événements sont dramatiques, ils compatissent, soutiennent, font de grandes déclarations pour en rester au constat, qu'à la gestion des conséquences, jamais à la lutte contre le système responsable des dégâts : le capital.

D'ailleurs le mot capitalisme ne fait plus partie du langage des partis, lorsqu'il est employé c'est pour en souligner « les excès ».

Le libéralisme est devenu un mot à la mode, moderne, dérivé du mot liberté, le contraire d'autoritaire, répressif.

L'hommage donné par les médias et les partis politiques à l'occasion du décès de Giscard d'Estaing en est l'illustration.

Il aurait parait-il « modernisé la France, la vie politique », alors qu'en un seul mandat, il a multiplié par 4 le nombre de chômeurs, privatisé les services publics comme l'ORTF, la privatisation des PTT à l'époque a été stoppée par les grèves massives dans les centres de tri en 74. Il s'est attaqué au contrat de travail en créant les CDD.

Son « modernisme » salué par la caste capitaliste qui fait mine d'oublier son amitié avec les dictatures africaines mise en place par le pouvoir français, et l'hommage rendu au dictateur Franco en Espagne par la mise en berne des drapeaux lors de ses obsèques.

« L'homme moderne » est à l'origine de la construction de l'Europe du capital, de la constitution européenne qui vend la Nation française par petits bouts.

Le « modernisme » en langage capitaliste signifie domination capitaliste entraînant pauvreté, précarité, soupe populaire, liberté de licencier, médecine à deux vitesses, autoritarisme, restriction des libertés, tout ce que nous vivons aujourd'hui...

Oui nous avons besoin de pousser le plus loin possible la question de la société : au service de quels intérêts ? Du capital ou du travail ?

L'utilisation de la crise sanitaire ne s'arrêtera pas avec la fin de l'épidémie.

Jean Peyrelevade, économiste, banquier, conseiller politique s'interroge dans le journal « les Échos » : « quelle sera la facture sociale de la pandémie ? ».

Affirmer que la facture sera sociale n'est pas une surprise de la part de ce grand serviteur du capital. « On voit mal comment l'on pourra faire face à l'explosion du nombre de pauvres sans augmenter les impôts » ajoute-t-il. Il a tout prévu le monsieur : explosion du chômage, augmentation des impôts, rien de plus simple. Et il poursuit : « nous vivons dans une contradiction permanente entre, d'un côté, l'affirmation de l'égalité comme valeur fondatrice de la république, et de l'autre, inégalité structurelle qui régit l'organisation de notre société » et il conclut « la France est exagérément égalitaire ».

Sans procéder à une analyse philosophique des idées de ce monsieur, les Français d'après lui veulent être égaux mais la société ne leur a jamais permis, quelle vérité !! La république n'a jamais été égalitaire, elle a toujours été dominée par le capital, ceci explique cela.

Peyrelevade propose d'aller plus loin pour défendre ses « valeurs » : instaurer une augmentation de 10 % des impôts par an pendant trois ans pour payer la dette.

Le débat sur la question qui va payer la facture mérite qu'on s'y arrête un instant pour nourrir nos arguments.

### **De quelle facture s'agit-il ? De quelle dette parle-t-on ?**

En régime capitaliste, les dépenses publiques : santé–éducation–recherche–collectivités territoriales–service public–sécurité sociale sont considérées trop coûteuses, il faut donc pour le capital sans cesse les réduire, peu importe les conséquences.

Ouvrir ces secteurs au privé est un moyen pour réduire les « dépenses » d'État et au passage réaliser des profits considérables. On voit déjà dans quel état est le système de santé, les secteurs de l'éducation, de la recherche, les services publics, la Sécurité Sociale.

La dette publique dont les contours sont fixés par l'Europe et la banque centrale sont un moyen pour imposer une « bonne conduite » aux états. L'Europe capitaliste a un droit de regard et de décision sur les budgets nationaux qui doivent correspondre aux directives fixées par la commission européenne et la banque centrale.

L'épidémie actuelle sert de prétexte pour permettre aux états de « sauver leur économie » c'est-à-dire les profits capitalistes c'est ainsi que les caisses des états qui étaient vides pour satisfaire les revendications, se remplissent miraculeusement et « quoi qu'il en coûte » pour satisfaire aux exigences du capital. C'est la fameuse dette en question, elle s'élève à 100 milliards pour la France, 750 milliards pour l'Europe, la banque centrale vient d'annoncer une rallonge de 500 milliards pour « soutenir l'économie européenne », la facture s'élève à 9000 milliards dans le monde.

### **Comme nous l'écrivions cette semaine sur notre site : la dette : une arme de destruction massive contre les salariés.**

Peyrelevade propose l'impôt pour la rembourser, B. Lemaire, ministre des finances, veut poursuivre et accélérer les réformes capitalistes comme la retraite, l'Unedic, les allocations sociales, le système de santé, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, de la rentabilité, autrement dit l'aggravation des conditions d'exploitation du travail salarié pour y parvenir.

Ainsi, les profits sont assurés par la dette. Les travailleurs paient le prix fort, 900 000 emplois supprimés en France, les annonces se multiplient dans les secteurs déjà en restructuration avant la pandémie, la banque, l'aéronautique et ceux déjà cités plus hauts.

En clair la dette est le prétexte, le nouvel outil pour pousser plus loin l'exploitation du travail. En Europe, c'est 18 millions d'emplois supprimés, 750 milliards débloqués pour les profits capitalistes.

Au total dans le monde c'est 9000 milliards pour le capital, 100 millions de pauvres en plus. (Ces chiffres sont provisoires)

Mais à part ça, tout va bien, les profits capitalistes explosent, la dette a été créée pour cela.

32 des plus grandes entreprises mondiales ont augmenté leurs profits de 109 milliards de dollars cette année. Elles ont distribué 300 milliards de dividendes à leurs actionnaires au cours des quatre dernières années. Depuis janvier 2020, elles ont déjà versé 195 milliards de dollars en dividendes, soit 94 % des profits déjà réalisés cette année.

Les 100 entreprises qui ont le plus gagné en bourse ont ajouté plus de 3000 milliards à leur valeur marchande depuis le début de la pandémie.

Les actifs financiers des 25 milliardaires les plus riches au monde ont augmenté de 255 milliards de dollars entre mi-mars et fin mai 2020 « *Chiffres rapport Oxfam* », et pendant ce temps 400 millions d'emplois ont été supprimé dans le monde.

L'OIT (organisation internationale du travail) estime que plus de 430 millions de petites entreprises sont en danger.

En France, le RSA (revenu de solidarité active, 570 €) a bondi de 8,5 % et touche 2 millions de familles.

Toutes les associations caritatives parlent d'une catastrophe sociale sans précédent, la jeunesse déjà fortement touchée par les conditions d'enseignement et d'entrée dans la vie active est en première ligne d'une précarité qui explose dans tous les domaines, les travailleurs voient leurs salaires diminuer, une pauvreté qui s'étend en travaillant, la liste des sans-domicile-fixe, des mal-logés s'allonge...

Mais à part cela, comme dans le reste du monde, tout va bien pour les multinationales françaises : 60 milliards de profits garantis par la dette. Le CAC40 voit ses profits boursiers exploser, les actionnaires se réjouissent, en un mois (Novembre) ils ont augmenté de 20 %.

Oui, décidément, la pandémie a le dos large (voir article sur le site).

Qui a dit : « *L'accumulation de richesses à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle, une accumulation de misère, de souffrance, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre et d'emblée le capital* » ? Karl Marx (capital). Que dire de plus ? Que faire d'autre sinon que de confronter cette analyse à la réalité d'aujourd'hui ?

L'antagonisme entre les intérêts du capital et ceux du travail démontré par Marx est toujours, et de plus en plus d'actualité malgré les événements aussi dramatiques soient-ils. Le capitalisme n'existe que pour le profit, et tant qu'il sera présent, l'histoire se répétera, l'exploitation à tout prix du travail ne s'arrêtera pas, rien ne changera.

2500 milliards de richesses sont produites chaque année en France, elles sont toutes au service du capital parce qu'il détient tous les pouvoirs, économiques pour exploiter le travail, politiques car ce sont les multinationales qui mettent en place les équipes politiques pour appliquer leurs décisions, sociaux car le Medef, la CES, la CSI contrôlent aujourd'hui le syndicalisme français.

Du point de vue des partis politiques, il n'y a rien à attendre de ce côté-là, ils sont tous d'accord pour poursuivre la politique actuelle surtout en ces temps où il faut « *montrer de la solidarité* », « *accepter les mesures car la situation l'exige* » répètent-ils dans un bel ensemble, ils ne se critiquent que dans les détails de la gestion de la crise sanitaire, aucune analyse de fond sur la société française.

Nous avons beaucoup discuté et débattu sur le syndicalisme français, nous sommes souvent interpellés sur cette question. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons pensé utile de rediffuser notre opinion contenue dans le texte que nous avons adopté en 2003. Quel type de syndicalisme ? Quel rôle ? Son indépendance vis-à-vis de tous les partis du patronat et du pouvoir, car il semble nécessaire d'en rappeler les principes originels (voir le site page d'accueil rubrique documents).

### ***Nous ne sommes pas un syndicat, nous sommes un parti révolutionnaire qui a pour objectif de débarrasser le capital de la société.***

Le syndicat doit défendre sans compromission les intérêts des travailleurs, ce ne peut être que par la libération de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. L'appropriation collective des moyens de production est indispensable pour mettre fin à cette exploitation. C'est le syndicalisme de lutte de classe.

Ce syndicalisme souffre beaucoup, il est engagé dans un rôle qui n'est pas le sien : l'aménagement par le dialogue avec le patronat et le pouvoir des mesures qu'ils imposent. On voit ou mène cette orientation, la mise sous tutelle des organisations pour servir le capital.

De plus en plus de travailleurs, de syndiqués, de responsables syndicaux contestent cette ligne politique, notre présence aux portes des entreprises est indispensable pour aider à la compréhension politique de la société, les moyens de s'en sortir, quelle société construire.

Le syndicalisme de classe ne se renforcera que si un parti révolutionnaire comme le nôtre se développe.

Toutes les attaques sociales sont le résultat de décisions politiques.

### ***C'est le cas pour le SMIC***

Le blocage du SMIC depuis une dizaine d'années, le blocage des salaires et des pensions depuis des années n'a pas soulevé les foules, ni syndicales et encore moins politiques.

Toujours plus d'argent pour les multinationales, toujours moins pour subvenir aux besoins du peuple.

Pour ne parler que du SMIC : en 2003 le taux horaire était de 8,95 euros, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 il est de 10,15 euros bruts soient 13 % d'augmentation en 17 ans ou 1,15 centimes bruts d'augmentation par heure.

Pendant que les dix familles les plus riches de France cumulent 348 milliards d'euros (par comparaison le budget national est de 380 milliards).

Bernard Arnault (LVMH) explique que le SMIC est trop élevé alors que sa fortune accumulée par l'exploitation des salariés du groupe s'élève à 2863 ans de SMIC.

La rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 est de 5,63 millions en 2018 (plus 10 % par rapport à 2017).

Le SMIC qui est la référence pour l'ensemble des salaires n'est plus revalorisé depuis 2012 (en dehors de l'indexation annuelle imposée par la loi), huit ans sans revalorisation !

Depuis 10 ans, les salaires sont bloqués pour les 5 millions de fonctionnaires. Pour un fonctionnaire débutant (ce qui est plus en plus rare), le traitement mensuel est inférieur au SMIC.

Au-delà de ses effets importants sur l'économie, augmenter les salaires est une urgence sociale, le SMIC se rapproche du seuil de pauvreté (1041 €, à 170 € du SMIC net).

### ***Ne pas confondre salaires et pouvoir d'achat.***

Le gouvernement à la suite de ses prédécesseurs s'acharne à expliquer qu'il augmente le pouvoir d'achat. Cette manipulation de l'opinion consiste à continuer à baisser les cotisations sociales, à défiscaliser les heures supplémentaires aggravant encore les moyens de financement de la protection sociale, du système de santé.

Macron avait défini dans son programme de gouvernement comment il allait donner du pouvoir d'achat : « *Nous ferons moins peser la protection sociale sur le travail pour soutenir le pouvoir d'achat* », « *nous réduirons le coût du travail... en baissant les cotisations sociales employeurs* », on en connaît les effets aujourd'hui.

Salaire au mérite, lié aux résultats de l'entreprise, intéressement, participation et autres plans d'épargne entreprise sont développés dans le cadre d'un « *partage des richesses* » désiré par Macron (cela nous rappelle quelque chose!).

En clair, cela révèle les trois axes d'une politique qui exclut toute hausse de salaire, qui poursuit la baisse du « *coût du travail* » pour le capital, qui associe capital et travail au travers d'accords négociés entre « *partenaires sociaux* » développant l'intéressement, la participation liée à la performance, à la rentabilité, à la compétitivité, diminuant le salaire socialisé.

Le salarié devient ainsi responsable de sa protection sociale selon ses moyens et non plus selon ses besoins. C'est la privatisation de la santé, de nouveaux marchés pour le capital, et notamment les groupes d'assurances privées. L'illusion d'une hausse des moyens de vie est ainsi cultivée alors que seuls les intérêts du capital sont garantis.

Cette recherche constante de profits n'a pas de limite, seules les luttes peuvent stopper cette politique.

Dernièrement, un accord entre CFDT-FO-CGC porte pour objectif le démantèlement de la médecine du travail dont nous connaissons l'importance des décisions concernant les conditions d'exploitation des travailleurs à l'entreprise. Remplacer les médecins du travail par la médecine privée, c'est déresponsabiliser l'employeur sur les conditions de travail avec tout ce que cela comporte, c'est la suite logique à la suppression des Comités d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Le patronat a dorénavant les mains libres pour accentuer l'exploitation du travail. Rappelons que la médecine du travail a été généralisée en même temps que la création de la Sécurité Sociale, elle était sous le contrôle des Comités d'Entreprises élus par les salariés, qui avaient le pouvoir de révoquer le médecin du travail.

C'est un nouveau coup porté à la protection des travailleurs à l'entreprise.

Associer capital et travail fait l'objet d'une bataille idéologique intense, nous ne pouvons que constater de ce point de vue que le capital n'a pas d'opposant suffisamment puissant pour le stopper.

Il y a des luttes, nous l'avons vu le 28 novembre et le 5 décembre sur les libertés, il y a des luttes en décembre chez les cheminots, chez Orange, à La Poste, à EDF, dans la recherche, chez Aubert et Duval, chez Interforges, d'autres sont prévues en janvier dans d'autres professions, mais voyons bien que du point de vue de leur convergence il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

C'est pourquoi notre présence, nos initiatives, notre engagement, notre activité sont d'une grande importance.

Encore une fois, il faut mettre en avant, faire partager notre analyse, nos propositions pour que cela change vraiment.

Il faut que l'on débattre concrètement les énormes possibilités de développement et de renforcement de notre parti.

Nous en discutons régulièrement, toute les semaines au secrétariat, au Bureau National lorsqu'il se réunit, nous allons faire parvenir au Comité National un plan de travail détaillé par département pour aider, cibler les entreprises, donner un maximum de contacts afin de franchir une étape de notre développement.

Notre renforcement est incontournable si nous voulons peser plus fort dans la société française.